



SOPHIE SERENO
sophie.sereno@univ-amu.fr
Maître de conférences en droit privé

SITUATION STATUTAIRE

Depuis 2017 Maître de conférences – Centre de droit social (UR 901) - Faculté de droit et de science politique, Aix-Marseille Université.

Fonctions actuelles :

1- Fonctions d'intérêt général au sein des instances d'AMU

- **Membre de la Commission de Recherche (CR)** (depuis janv. 2020).
- **Membre du Conseil Académique et du Conseil académique restreint** (depuis janv. 2020).
 - Membre désignée au Groupe de travail sur l'avancement des Enseignants-Chercheurs et au Groupe de travail sur l'avancement des BIATSS (2021).
 - Membre du Groupe de travail « Projet Avancement Enseignant-chercheur » portant création d'un logiciel dédié « ADAGE » (depuis 2023). Participation aux réunions de travail sur la conception du projet, le suivi et le test (en 2024, plus d'une dizaine de réunions de travail).
 - Membre de la commission mixte d'évaluation dans le cadre du programme TIGER, Labellisation TFR 22 (2024).
 - Membre de la commission ad'hoc d'expertises Recherche des dossiers d'avancements (depuis 2020).
- **Vice-présidente** (depuis 2024) et **membre** (depuis 2020) **de la section disciplinaire Usagers.**
- **Référente égalité pour le secteur Droit, économie et gestion** (Depuis févr. 2024).
- **Membre du CoPil égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations** (depuis 2013).
 - Participation aux groupes de travail « Discriminations », « LGBTI », et « Formation et Recherche ».
 - Membre et formatrice au sein du dispositif « Lutte contre le harcèlement et les violences sexistes, sexuelles et homophobes », 2013-2022.

Fonctions antérieures au sein de l'Université d'Aix-Marseille :

- *Membre de la section disciplinaire pour les Enseignants-chercheurs (2020-2023).*

2- Fonctions au sein de la FDSP

- **Co-responsable du Master 2 – Droit des relations de travail et de la protection sociale (DRTPS) –(à partir de sept. 2023), avec ouverture à l'apprentissage (à partir de sept. 2024).**
- **Co-directrice d'études**, Licence 1 (toutes formations confondues - Site d'Aix-en-Provence), Référente ParcoursSup (en écriture) (de sept. 2022 à août 2024)
Antérieurement, DDE des Capacité et Licence 1 (toutes formations confondues : Licence Droit, PARL, Droit accès Santé, Jean Perrin- Site de Marseille), FDSP (de sept. 2019 à août 2022).
- **Membre du Centre de droit social (UR 901)**, Référente Projets de recherche Référente (depuis 2017) / Référente Développement durable (depuis 2022) /Correspondante SSI/RGPD (depuis 2023)

- 2016-2017** **Assistante de recherche** - Projet de recherche international ANR/Proxijuris relatif aux proches aidants. **Chargée d'enseignement** 1°) à l'Institut régional du travail d'Aix-Marseille Université (IRT - AMU) ; 2°) à la Faculté d'économie et de gestion d'Aix-Marseille Université (FEG - AMU).
- 2016** **Qualification** aux fonctions de Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles (section 01 du CNU).
- 2015-2016** **Chargée d'enseignement** 1°) à l'Institut régional du travail (IRT - AMU) ; 2°) à la Faculté d'économie et de gestion (FEG - AMU) ; 3°) à l'Institut de formation des cadres de santé d'Aix-en-Provence (IFCS - Aix-en-Provence).
- 2014-2015** **Vacataire** à 1°) l'Institut régional du travail (IRT - AMU) ; 2°) à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (Sciences po Aix) ; 3°) à la Faculté d'économie et de gestion (FEG - AMU).
- 2012-2014** **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER).**
Faculté de droit et de science politique, Aix-Marseille Université.
- 2009-2012** **Doctorante contractuelle - Chargée de mission d'enseignement (CME).**
Faculté de droit et de science politique, Aix-Marseille Université.

FORMATION ET DIPLÔMES

2015	Doctorat en droit - Mention très honorable avec les félicitations du jury. Autorisation de concourir aux prix de thèse et de publier en l'état. Aix-Marseille Université. Sujet : <i>Le Défenseur des droits et les discriminations dans l'emploi</i> . Prix de thèse d'Aix-Marseille Université. Prix de thèse de la Faculté de Droit (mention droit social).
2009	Master 2 Droit social - Mention bien, Major de promotion. Faculté de droit et de science politique, Aix-Marseille Université. Lauréate de la Faculté de Droit (prix de droit social).
2008	Master 1 Conseil et patrimoine - Mention assez bien. Faculté de droit et de science politique, Aix-Marseille Université.
2007	Licence de droit - Mention bien. Faculté de droit, Université du Sud, Toulon-Var.

ENSEIGNEMENTS ET ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

I – DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

➤ COURS MAGISTRAUX DISPENSES

- **Gestion des risques sanitaires dans l'entreprise** (M1 Droit social, FDSP, AMU) : depuis 2021 ; 41 HETD.
- **Restructurations et licenciements collectifs** (M1 Droit social, FDSP, AMU) : depuis 2018 ; 18,5 HETD.
- **Droit social des transports** (M2, FDSP, AMU) : depuis 2018 ; 30 HETD.
- **Droit du travail appliqué au secteur portuaire** (L1 et L3, Institut du Port) : depuis 2023.
- **Droit social** (Prépa CRFPA - IEJ, AMU) : depuis 2019 ; 36 HETD.
- **Droit social** (DCG, FEG, AMU) : depuis 2016 ; 89 HETD
- **Droit du travail** (M2 Management, IAE Toulon) : depuis 2019 ; 27 HETD.
- **Droit du travail** (M1 RH, FEG, AMU) : depuis 2019 ; 54 HETD.
- **Droit du travail** (DESU CCM, FEG, AMU) : depuis 2021 ; 18 HETD.
- **Droit des relations professionnelles** (IFCS APHM - FEG, AMU) : depuis 2014 ; 37,5 HETD.
- **Droit des relations de travail appliqué aux soignants** (IFCS Montperrin – Faculté de Médecine, AMU) : depuis 2017 ; 26,5 HETD.
- **Droit social** (M2, IAE Aix-en-Provence) : depuis 2018 ; 18 HETD.
- **Droit et éthique** (M2, IAE Aix-en-Provence) : depuis 2018 ; 18 HETD.
- **Le Défenseur des droits** (dans le cadre de plusieurs diplômes : DESU Droit et pratique de la médiation et de la négociation en droit des affaires, IDA, FDSP, AMU) : depuis 2017 ; 4,5 HETD. / Le Défenseur des droits (DIU Accompagnement et droit des aidants, FDSP, AMU) : depuis 2020 ; 4,5 HETD / Mandataires depuis 2020.
- **Les risques psychosociaux au travail** (Master 1 Droit de la santé, CDSA, FDSP, AMU) : depuis 2018 ; 7 HETD.
- **Le droit du travail appliqué à l'économie sociale et solidaire** (DU Droit de l'économie sociale et solidaire, FDSP, AMU) : depuis 2020 ; 10,5 HETD.
- **L'aidant en droit du travail** (DIU Accompagnement et droit des aidants, FDSP, AMU) : depuis 2020 ; 4,5 HETD.

➤ COURS MAGISTRAUX ANTERIEURS (LICENCE ET MASTER)

- **Relations de travail et droit international** (M2, FDSP, AMU) : 2018 à 2024 ; 9 HETD.
- **Droit et entreprises** (M1, FEG, AMU) : 2016-2021 ; 36 HETD.
- **Droit du salaire** (DU Paye, FEG, AMU) : 2017-2021 ; 36 HETD.
- **Droit du travail** (L3 Formation continue, FDSP, AMU) : 2018-2021 ; 45 HETD.
- **Droit social** (Capacité de droit, 2^{ème} année, FDSP, AMU) : 2019-2020 ; 45 HETD.
- **Droit du travail approfondi** (M1, Faculté de droit, Univ. du Sud, S1 et S2) : 2017-2020 ; 90 HETD.
- **Droit des personnes** (L1 Formation continue, FDSP, AMU) : 2017-2019 ; 45 HETD.

- **Droit des relations individuelles du travail** (L3, FDSP, AMU) : 2017-2018 ; 49,5 HETD.
- **Cours sur les rémunérations** (M2, FDSP, AMU) : 2017-2018 ; 7,5 HETD.
- **Droit civil** (Capacité, FDSP, AMU) : 2017-2018 ; 45 HETD.
- **Droit du travail** (L3, FEG, AMU) : 2014-2015 ; 22,5 HETD.
- **Droit de la protection sociale** (Institut d'Études Politiques – Sciences Po Aix), Certificat préparatoire aux fonctions de commissaire aux comptes : 2014-2015 ; 12 HETD.
- **Principes de droit** (L1, FEG, AMU) : 2014-2015 ; 36 HETD.

➤ **TRAVAUX DIRIGÉS ANTERIEURS (LICENCE DE DROIT)**

- **Droit des personnes** (L1 Formation continue, 2017-2019).
- **Droit du travail - relations individuelles** (L3, 19 groupes entre 2010 et 2014).
- **Droit du travail - relations collectives** (L3, 3 groupes sur deux années universitaires).
- **Droit des contrats** (L2, 3 groupes en 2013-2014).
- **Droit de la responsabilité** (L2, 2 groupes en 2013-2014).
- **Droit de la famille** (L1, 3 groupes en 2010-2011).

➤ **SEMINAIRES ET ATELIERS**

- **AMU – Direction de la formation doctorale : Formation des doctorants sur la thématique : « Prévenir les violences et le harcèlement – à destination des futurs managers »,** co-animée par Eve D'Andrea Poussard, psychologue du travail, depuis 2020.
- **AMU, FDSP, M2 DRTPS :** Séminaire sur la méthodologie du mémoire de recherche et du mémoire de stage, depuis 2018.
- **AMU, FDSP, Certificat de valorisation des études juridiques :** Séminaire « Le droit et ses applications : Droit social », depuis 2021.
- **Institut d'Études Politiques - Sciences-Po Aix :** Séminaire « Le Harcèlement moral », dans le cadre du Module « Sécurité et santé au travail : les risques psychosociaux », co-animé par Maxime Bellego, psychologue, Certificat Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO), 2019.
- **AMU, FDSP, M1 Droit social et M2 DRTPS – Académie d'excellence :**
 - **Atelier « Procès fictif »,** Organisation et réalisation de l'atelier avec la participation de conseillers prud'hommes, à l'attention des étudiants du Master 2 DRTPS (2 années universitaires), co-animé par Frédérique Chopin, depuis 2018.
 - **Atelier « Les risques psychosociaux au travail : approches juridique et psychologique »,** co-animées par Eve D'Andrea Poussard, psychologue du travail, depuis 2018.
 - **Atelier « Engagement citoyen »** en partenariat avec le Défenseur des droits (2 années universitaires), co-animé par Dominique Viriot-Barrial, 2018-2021.

➤ **FORMATIONS DISPENSÉES À L'INSTITUT RÉGIONAL DU TRAVAIL (IRT, AMU)**

- **Formation des Référent-e-s « Harcèlement sexuel et Agissements sexistes » (HSAS) du Comité social et économique,** co-animée par Eve D'Andrea Poussard, Action de formation IRT, plusieurs sessions chaque année, depuis 2020.
- **Formation sur le thème « Harcèlements et rôle des représentants du personnel »,** Action de formation IRT-FO, 7 juin 2023.
- **Formation des conseillers prud'hommes sur le thème « La non-concurrence »,** Journée CPH « Les clauses du contrat de travail », 2 déc. 2022.
- **Formation des conseillers prud'hommes « Le harcèlement sexuel »,** Action de formation IRT, 11 juin 2021.
- **Formation sur le thème « Les outils juridiques de lutte contre les inégalités »,** Formation : Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - Action de formation IRT et DIRECCTE, 2013, 2014, 2018, 2019, 2020.
- **Formation sur le thème « Sexisme au travail : définition, manifestations et fabrique des inégalités entre femmes et hommes »,** co-animée par Eve D'Andrea Poussard, psychologue du travail, Formation : Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes - Action de formation IRT, 2018.
- **Formations sur le thème « Discrimination, Harcèlement, Stress (Notions, preuves et rôle des Institutions représentatives du personnel) »,** 2013-2016.

- **Formations sur le thème « Obligation de sécurité en Risques Psychosociaux (RPS), Textes de loi sur la santé au travail et Difficulté de la preuve »** - Formation : Prévention des risques psychosociaux dans l'entreprise - Action de formation IRT et DIRECCTE, 2013-2016.
- **Formation sur le thème « Obligations légales, rôle de l'inspection du travail et action des institutions représentatives du personnel »** - Formation : Négociation pour l'Égalité professionnelle entre femmes et hommes - Action de formation IRT et DIRECCTE, 2014-2015.

➤ AUTRES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

- **Direction d'une thèse en Droit** dans le cadre d'un financement de la Région Sud sur le sujet « Les dispositifs de lutte contre l'exclusion sociale », avec F. PETIT, à partir de 2021.
- **Tutrice de rapports de recherche et de mémoire de Master 1 et 2**, Faculté de Droit et de Science politique & Faculté d'Economie et de Gestion (AMU), UFR de Droit (Univ. du Sud), depuis 2017.
- **Tutrice des étudiants en alternance** (Apprentissage et Contrat de professionnalisation) :
 - En 2019-2020 (2), suivi de deux étudiants de Master 1 (Contrat d'apprentissage).
 - En 2020-2021 (6), suivi de deux étudiants de Master 2 et quatre étudiants en Master 1 (3 apprentis et 1 contrat pro).
 - En 2021-2022 (7), suivi de deux étudiants de Master 2 et cinq étudiants en Master 1 (5 apprentis).
 - En 2022-2023 (10), suivi de cinq étudiants de M2 et cinq étudiants de M1 (10 apprentis).
- **Présidence de jury de soutenance de mémoire**, M2 Ressources Humaines/Institut de Formation des Cadres de Santé de Marseille, 2015-2020, 2023-2024.
- **Tutrice de stages**, Master 1 Droit social, UFR de Droit (Univ. du Sud), 2017-2020 et Master 2 Management durable des RH, IAE de Toulon, 2022-2023. **Référente pédagogique pour les stages des L1 (depuis 2019) et du M2 DRTPS (depuis 2023).**
- **Référente pédagogique dans le cadre du Challenge de l'AFOIT (session 2023-2024)** : Suivi du travail de réflexion et de réflexion sur le thème de « La protection de la maternité au sein de l'OIT ».
- **Création de supports de cours** : Annales de la prépa du CRFPA « droit social » 2 sujets et corrigés, PUAM, 2025 (à paraître).

II – HORS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- **EDASE : Formation auprès des avocats sur la thématique : « Atelier sur le contrat de travail »**, cycle Les fondamentaux en droit du travail, Formation continue Année 2024, 15 mars 2024 (en distanciel).
- **EDASE : Formation auprès des avocats sur la thématique : « Panorama en droit du travail 2022-2023 »**, Hôtel de Maliverny, 15 janvier 2024.
- **AMU : Formations du personnel sur la thématique : « Harcèlements et violences »**, co-animée par Eve D'Andrea Poussard, psychologue du travail, 2020-2022.
- **Association des avocats praticiens en droit social des Alpes-Maritimes** : Formation sur « Les discriminations au travail : preuve et réparation », co-animé par Fabien TEISSEIRE, DREETS PACA, 11 mai 2021.
- **U.R.I. CFDT PACA - Rassemblement régional juridique : Formation sur le thème « Panorama des discriminations »**, 26 novembre 2020.
- **AMU et Univ. du Sud : Formations du personnel à la « Prévention du harcèlement sexuel : approches juridique et psychologique »**, co-animées par Eve D'Andrea Poussard, psychologue du travail, et Cécile Langonnet, psychologue clinicienne, 2018-2020.
- **U.R.I. CFDT PACA - Rassemblement régional juridique** : Formation sur le thème « Violences sexuelles et sexistes au travail », 19 et 20 novembre 2019.
- **Union Patronale du Var (UPV) - Toulon, juin 2013** - Formations auprès des personnels participant au processus de recrutement :
 - sur le thème « La rédaction des offres d'emploi - Détecter et traiter les annonces discriminatoires » ;
 - sur le thème « Les difficultés du Curriculum-Vitae ».

Portage et coordination des projets de recherche :

• Projets en cours :

- **Projet de recherche « Droit social et intelligence artificielle »**, Projet financé par Amidex dans le cadre de l'appel à projet « Pépinière d'excellence » 2021-2022 (Mené depuis 2024).
- **Projet de recherche Commissaire de lutte contre la pauvreté - DREETS PACA « Recherche-Action sur le pacte des solidarités »**, Appel à projet 2023 (Mené depuis 2023).
- **Projet de recherche DREETS Occitanie & PACA « Evaluation comparée des CALPAE »**, Appel à projet 2023 des commissariats de lutte contre la pauvreté (Mené depuis 2023).

• Projets terminés :

- **Projet de recherche « Genre, Algorithmes et Droit »**, co-porté avec Emmanuelle BONIFAY, MCF, FDSP, AMU, financé par le GIS Institut du Genre dans le cadre de l'appel à projet 2021 (mené en 2022-2023).
- **Projet de recherche DREETS Occitanie & PACA « Évaluation comparée des actions d'accès aux droits »**, Appel à projet 2022 des commissariats de lutte contre la pauvreté (mené en 2022-2023).

Participation à des projets de recherche :

- **Participation au projet de recherche international ANR/Proxijuris relatif aux proches aidants**. Projet porté par le Centre de Droit Social (France, AMU, FDSP) et l'Institut de droit de la santé (Suisse, UNINE), dirigé par le Professeur Dominique VIRIOT-BARRIAL, Professeur des facultés, et Anaëlle CAPPELLARI, Maître de conférences.
- **Projet de recherche AMIDEX Observatoire des Modes Alternatifs et de l'Accès au Juge (OMAAJ)**. Projet porté par le Laboratoire de Droit Privé et de Sciences Criminelles en collaboration avec le Centre de Droit Social (AMU, FDSP). Il est dirigé par le Professeur Vincent EGEA, Professeur agrégé des facultés.

* * *

I – PUBLICATIONS

➤ **OUVRAGES :**

- *Le Défenseur des droits et les discriminations dans l'emploi*, coll. Droit social, PUAM, 2017.
- *L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, mode d'emploi : la place de la femme dans l'entreprise*, Gualino, co-écrit avec S.-D. Noisette et F. Petit, 2024.
- *Co-direction d'un ouvrage collectif et contributions : Droit, algorithmes et genre*, coll. Droit social, PUAM, à paraître Mars 2025.
 - « Présentation de la recherche exploratoire (auprès du Défenseur des droits) », co-écrit avec E. Bonifay, p. 73.
 - « Le recueil et l'exploitation de données générées par des algorithmes : entre omniprésence et méconnaissance », co-écrit avec E. Bonifay, p. 89 ;
 - « Les algorithmes de la protection sociale : des biais de tout genre ? », p. 127.
- *Participation à un ouvrage collectif* : A. Cappellari (dir.), *La reconnaissance des proches aidants : regards franco-suisse et pluridisciplinaires*, coll. Droit social, PUAM, 2020.
- *Participation à un ouvrage collectif* : Ph. Pedrot et A. Papaux (dir.), *Penser, calculer, délibérer*, éd. Mare & Martin, novembre 2022.
- *Participation à un ouvrage collectif* : G. Casile-Hugues (dir.), *Droit, violences et rapports femmes-hommes*, coll. Inter-normes, PUAM, 2023, p. 187.
- *Participation à un ouvrage collectif* : « Chapitre 5. La défense des droits en contexte de dématérialisation des droits sociaux », in M. Del Sol et A.-S. Ginon, *La digitalisation au service des demandeurs d'emploi : une évolution ambiguë*, coll. Amplitude du droit, IODE, 2024, p. 79.
- *Participation à un ouvrage collectif* : « Les tribulations du juge prud'homal dans la réparation des discriminations », in M. Mercat-Bruns et S. Latraverse (dir.), *Les enjeux du contentieux de la lutte contre les discriminations*, coll. Trans Europe Experts, vol. 15, éd. Société de législation comparée, 2024, pp. 123-140.
- *Participation à un ouvrage collectif* : « Du rôle (discret et innomé) du Défenseur des droits en matière d'inclusion », in M. Le Friant et M. Mercat-Bruns (dir.), *Inclusion au travail et non-discrimination, à paraître en 2025*.

➤ **RAPPORT** : - Coordination du rapport *L'accès aux droits dans la Stratégie pauvreté en Occitanie et en PACA*, Commissaire à la prévention et la lutte contre la pauvreté Occitanie et commissaire à la prévention et la lutte contre la pauvreté PACA, septembre 2024 (hal-04708238), rédigé par C. Artaud, IGR.

➤ ARTICLES PUBLIÉS

- **Commentaire** : « Liberté d'expression du salarié et secret des correspondances : une question de contenant et de contenu », comm. sous Cass. soc., 11 déc. 2024, n°23-20.716, *Gaz. Pal.*, à paraître en février 2025.
- **Article** : « Le déploiement de l'IA dans le monde du travail : entre pratiques et (non-)droits », *RDT* 2025, p. 41.
- **Article** : « Le salarié malade au prisme du droit du travail », *Gaz. Pal.* 10 déc. 2024, n°40, p. 43.
- **Commentaire** : « Droit à la preuve : applications pratiques et perspectives », comm. sous Cass. soc., 2 mai 2024, n°22-16.603 et Cass. 2^{ème} civ., 2 mai 2024, n°22-16.469, *Gaz. Pal.*, 10 sept. 2024, n°28, p. 57.
- **Article** : « La place du Défenseur des droits dans le traitement pénal des discriminations », *Dr. soc.* 2024, p. 699.
- **Article** : « Obligation vaccinale contre la covid-19 et suspension du contrat de travail : la saga continue... », *Gaz. Pal.*, 4 juin 2024, n°19, p. 54
- **Article** : « Les enfants influenceurs : une protection légale en trompe l'œil ? », *AJ Fam.* 2024, n°5, p. 286.
- **Observations** : « Abus de droit implicite et contrôle de l'Urssaf », obs. sous Cass. 2e civ., 16 févr. 2023, n°21-17.207 ; Cass. 2e civ., 16 févr. 2023, n° 21-11.600 ; Cass. 2e civ., 16 févr. 2023, n° 21-18.322, *JCP E* 2024, n°19-20, 1141.
- **Observations** : « Contrôle Urssaf : annulation des dispositions de la charte du cotisant relative aux « investigations sur support dématérialisé », obs. sous CE, 17 févr. 2023, n° 464155, *JCP E* 2024, n°19-20, 1141.
- **Commentaire** : « Preuve : Être loyal ou déloyal, telle est la question ! », comm. sous Cass. soc. 22 déc. 2023, n°20-20.648, *Gaz. pal.*, 5 mars 2024, n°8, p. 65.
- **Article** : « La prévention des risques psychosociaux en contexte de télétravail : des questions (encore et toujours) en suspens », *Revue Droit, santé et société* 2024/1, vol. 35, p. 35.
- **Article** : « L'accès au(x) droit(s), pierre angulaire de l'action du Défenseur des droits », *Dr. soc.* 2024, n°2, p. 125
- **Article** : « Le mirage de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », in G. Casile-Hugues (dir.), *Droit, violences et rapports femmes-hommes*, coll. Inter-normes, PUAM, 2023, p. 187.
- **Commentaire** : « La recevabilité conditionnelle de la preuve par client mystère », comm. sous Cass. soc. 6 sept. 2023, n°22-13.783, *Gaz. pal.*, 2023, 5 déc. 2023, n°40, p. 74.
- **Commentaire** : « Rendre (in)visible le témoin sous couvert de la liberté de la preuve », comm. sous Cass. soc. 19 avr. 2023, n°21-20.308, *Gaz. pal.*, 12 sept. 2023, n°28, p. 62.
- **Article** : « Réflexions sur le droit à la preuve en matière prud'homale », *Gaz. pal.*, 30 mai 2023, n°18, p. 59.
- **Observations** : « Imputabilité au travail des lésions apparues à la suite d'un accident du travail pour une maladie professionnelle : présomption et charge de la preuve », obs. sous Cass. 2e civ., 12 juill. 2022, n°20-20.655, *JCP E* 2023, 1110.
- **Observations** : « Étendue de l'obligation d'information en cas d'exercice du droit de communication par certains organismes sociaux », obs. sous Cass. 2e civ., 7 juill. 2022, n°21-11.484, *JCP E* 2023, 1110.
- **Commentaire** : « Port d'une coiffure, apparence physique et sexe : une solution d'une obscure clarté », comm. sous Cass. soc., 23 nov. 2022, n°21-14.060, *Gaz. pal.*, 7 mars 2023, n°08, p. 51.
- **Article** : « Les travailleurs des plateformes numériques : des droits en (dé)construction ? », *Gaz. pal.*, 13 déc. 2022, n°41, p. 54.
- **Article** : « Les biais discriminatoires des algorithmes : du constat à l'action », in Ph. Pedrot et A. Papaux (dir.), *Penser, calculer, délibérer*, éd. Mare & Martin, janvier 2023.
- **Article** : « Le genre à l'épreuve des algorithmes », co-écrit par Emmanuelle BONIFAY, *RPPI* 2022, n°2, 14.
- **Commentaire** : « Barème Macron : application obligatoire en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse consacrée par la Chambre sociale », comm. sous Cass. soc., 11 mai 2022, n°21-14.490 et n°21-15.247, *Lexbase Hebdo éd. soc.* 2022, n°908.
- **Observations** : « Accident de travail et maladie professionnelle : salve de précisions sur la réparation des préjudices résultant d'une infraction commise par un tiers », obs. sous Cass. 2e civ., 14 octobre 2021, n°20-10.572 et Cass. 2e civ., 14 octobre 2021, n°19-24.456, *JCP E* 2022, 1211.
- **Article** : « Discriminations dans l'emploi : Le Défenseur des droits au milieu du gué », *RDT* 2022, p. 311.
- **Commentaire** : « Barème Macron : montants exprimés en brut et non-cumul avec l'indemnité pour défaut de notification des motifs s'opposant au reclassement du salarié », comm. sous Cass. soc., 15 décembre 2021, n°20-18.782, *Lexbase Hebdo éd. soc.* 2022, n°892.

- **Article** : « Le clair-obscur des congés parentaux en droit du travail », *Dr. fam.* 2022, n°2, étude 2.
- **Commentaire** : « Prestation de serment, liberté religieuse et licenciement : les tâtonnements de la Cour de cassation », *comm. sous Cass. soc.*, 7 juill. 2021, n°20-16.206 et *Cass. soc.*, 1^{er} févr. 2017, n°16-10.459, *Gaz. Pal.*, 7 déc. 2021, n°43, p. 53.
- **Article** : « La santé mentale des salariés à l'épreuve de la crise sanitaire : une course sans fin ? », co-écrit avec Eve D'Andrea Poussard, in *Chroniques du travail, Gérer le travail, protéger les salariés et télétravailler en situation de pandémie*, n°11, nov. 2021, pp. 59-73.
- **Article** : « Les discriminations dans l'accès aux soins subies par les personnes vulnérables », *RGDM* 2021, n°80, p. 67.
- **Commentaire** : « L'effectivité de l'action de groupe en matière de discrimination : une question de temps et de méthode », *comm. sous TJ Paris*, 15 décembre 2020, n°18/04058, *Gaz. Pal.*, 1^{er} juin 2021, n°20, p. 64.
- **Observations** : « L'absence de reconstitution en brut lors de la réintégration des sommes dans l'assiette des cotisations », *obs. sous Cass. 2^{ème} civ.*, 24 septembre 2020, n°19-13.194 et n°19-13.195, *JCP E* 2021, 1285.
- **Observations** : « Contrôle URSSAF : désignation du destinataire de la mise en demeure au sein du groupe », *obs. sous Cass. 2^{ème} civ.*, 12 novembre 2020, n°19-19.167, *JCP E* 2021, 1285.
- **Article** : « Contrôle concret de conventionnalité du barème Macron : état des lieux d'une jurisprudence en construction », *Bull. Joly Trav.* 2021, n°3, p. 8.
- **Article** : « Le droit du travail à l'épreuve de l'intérêt supérieur de l'enfant », *Dr. fam.* 2021, n°1, étude 2, p. 9.
- **Article** : « Focus sur les discriminations par algorithme », *RDT* 2020, p. 680.
- **Observations** : « Prestations indues et remise gracieuse de dette : appréciation souveraine de la situation de précarité », *obs. sous Cass. 2^{ème} civ.*, 28 mai 2020, n°18-26.512, *JCP E* 2020, 1462.
- **Article** : « Le droit social à l'épreuve du covid-19 », *Gaz. Pal.*, 2 juin 2020, n°20, p. 53.
- **Article** : « La lutte contre les discriminations dans l'accès à l'emploi en quête de sens », *Dr. soc.* 2020, p. 409.
- **Article** : « La preuve de la discrimination en droit du travail », *Dr. soc.* 2020, p. 332.
- **Observations** : « Application de la présomption d'imputabilité en matière de risques psychosociaux », *obs. sous Cass. 2^{ème} civ.*, 11 juill. 2019, n°18-19.160, *JCP E* 2020, n°1148.
- **Observations** : « Inconstitutionnalité du droit à communication des données bancaires et de connexion : une tempête dans un verre d'eau », *obs. sous Cons. Const.*, 14 juin 2019, n°2019-789 QPC, *JCP E* 2020, n°1148.
- **Commentaire** : « Le physique de l'emploi : chronique d'une discrimination banalisée », *Gaz. Pal.*, 17 mars 2020, n°11, p. 52.
- **Article** : « Nouvelle saison du feuilleton du Barème d'indemnisation : Le contrôle "concret" de conventionnalité », *Gaz. Pal.*, 3 déc. 2019, n°42, p. 45.
- **Observations** : « Certificat médical constatant l'incapacité de travail : la nécessité d'un examen physique de la victime », *obs. sous Cass. 2^e civ.*, 14 fév. 2019, n°18-10.158, *JCP E* 2019, n°1516.
- **Observations** : « Condition de notification du taux d'IPP à l'employeur : inapplicabilité de l'article R.434-32 du Code de la sécurité sociale en cas de maladie professionnelle », *obs. sous Cass. 2^e civ.*, 4 avr. 2019, n°17-28.785, *JCP E* 2019, n°1516.
- **Commentaire** : « La preuve de la discrimination sous le contrôle de la Cour de cassation », *comm. sous Cass. soc.*, 15 mai 2019, n°17-22.224, *Gaz. Pal.*, 17 sept. 2019, n°31, p. 47.
- **Commentaire** : « Le Défenseur des droits et les discriminations dans l'emploi : Un bilan en demi-teinte ou quand la volonté ne suffit pas... », *RDT* 2019, p. 4212
- **Commentaire** : « La conventionnalité de la représentation équilibrée femmes-hommes aux élections professionnelles », *comm. sous Cass. soc.*, 13 févr. 2019, n° 18-17042, *Gaz. Pal.*, 28 mai 2019, n°20, p. 77.
- **Article** : « Les accords sur l'information-consultation du CSE », *Dr. soc.* 2019, p. 402.
- **Article** : « Le juge prud'homal et le barème d'indemnisation : des oubliettes à l'avant-garde ! », *Gaz. Pal.*, 12 mars 2019, n°10, p. 49.
- **Observations** : « Retraite anticipée pour carrière longue : la discrimination subie par les objecteurs de conscience », *obs. sous Cass. 2^e civ.*, 20 sept. 2018, n°17-21.576, *JCP E* 2019, n°12, 1143.
- **Article** : « Regard sur l'action du Défenseur des droits en matière de lutte contre les discriminations dans l'emploi », in *Chroniques du travail, L'égalité dans l'entreprise*, n°8, déc. 2018, pp. 212-223.
- **Commentaire** : « Facebook : espace privé ou public ? », *comm. sous Cass. soc.*, 12 sept. 2018, n°16-11.690, *Gaz. Pal.*, 4 décembre 2018, n°42, p. 58.

- **Observations** : « Action récursoire de la Caisse : Indépendance des rapports caisse/employeur et caisse/salarié », obs. sous Cass. 2^{ème} civ., 15 févr. 2018, n°17-12.567, 9 mai 2018, n°17-16.963 et 9 mai 2018, n°17-17.460, *JCP E* 2018, n°45, 1571.
- **Observations** : « Pénalité financière : Etendue du contrôle juridictionnel et droit à l'erreur », obs sous Cass. 2^{ème} civ., 15 février 2018, n°17-12.966, *JCP E* 2018, n°45, 1571.
- **Commentaire** : « Le casse-tête de la représentation équilibrée des femmes et des hommes aux élections professionnelles », comm. sous Cass. soc., 9 mai 2018, n°17-14.088 et n°17-60.133, *Gaz. Pal.*, 18 sept. 2018, n°31, p. 42.
- **Commentaire** : « L'aménagement raisonnable en matière de handicap : suivez le guide ! », comm. sous Défenseur des droits, *Emploi des personnes en situation de handicap et aménagement raisonnable*, déc. 2017, *RDT* 2018, n°7/8, pp. 527-530.
- **Commentaire** : « Epilogue de la bataille judiciaire des Chibanis contre la SNCF », comm. sous CA Paris, pôle 6, ch. 10, 31 janv. 2018, *Gaz. Pal.*, 5 juin 2018, n°20, p. 70.
- **Observations** : « Égalité de traitement des ressortissants d'un État tiers. Permis unique et Accès aux prestations de sécurité sociale », obs. sous CJUE, 7^{ème} ch., 21 juin 2017, aff. C-449/16, *Martinez Silva*, *JCP E* 2018, n°12, 1157.
- **Observations** : « Versement transport. Restitution de l'indu incombant à l'URSSAF », obs. sous Cass. 2^{ème} civ., 15 juin 2017, n°16-12.551 et Cass. 2^{ème} civ., 6 juill. 2017, n°16-18.896, *JCP E* 2018, n°12, 1157.
- **Article** : « Le Défenseur des droits face au fait religieux en entreprise », in V. Renaux-Personnic et J. Colonna (dir.), *Le fait religieux dans l'entreprise*, coll. Centre de droit social, PUAM, 2018, pp. 45-52.
- **Observations** : « Date d'exigibilité de la contribution patronale sur les attributions d'actions gratuites (AAG) », obs. sous Cons. const., 28 avr. 2017, n°2017-627/628 QPC, *JCP E* 2017, n°42, 1579.
- **Observations** : « Cotisations sociales : Impossibilité pour l'employeur établi hors de France de désigner un salarié pour remplir ses obligations », obs. sous Cass. 2^e civ., 9 fév. 2017, n°16-10.796, *JCP E* 2017, n°42, 1579.
- **Note** : « Adhésion à un dispositif de préretraite : conditions de contestation de la rupture du contrat de travail », comm. sous Cass. soc., 1^{er} juin 2017, n°15-23.580, *Gaz. Pal.*, 19 sept. 2017, n°31, pp. 52-54.
- **Article** : « Les actions de groupe issues de la loi J21 : outils de modernisation de la justice (sociale) ? », *Gaz. Pal.*, 23 mai 2017, n°20, p. 86.
- **Commentaire** : « Le Mille-feuille du (non-)droit aux prestations familiales des enfants étrangers hors UE – Le cas de la Côte d'Ivoire », comm. sous Cass. 2^{ème} civ., 3 nov. 2016, n°15-21.204, *Gaz. Pal.*, 23 mai 2017, n°20, p. 70.
- **Commentaire** : « Mise à la retraite d'office (chez EDF-GDF) et discrimination fondée sur l'âge », comm. sous Cass. soc., 9 mars 2016, n°14-10.777 et n°14-25.840, *Gaz. Pal.*, 11 oct. 2016, n°35, pp. 53-55.
- **Article** : « L'actualité de la preuve en matière prud'homale », *JCP S* 2016, 1288.
- **Commentaire** : « Demande d'astreinte et taux du ressort », comm. sous Cass. 2^{ème} civ., 28 mai 2014, n°12-19.587 et Cass. soc., 22 oct. 2014, n°12-19.587, *RRJ* 2015-4, pp. 1645-1656.
- **Note** : « Le reçu de solde de tout compte : la fin d'une longue valse-hésitation ? », note sous Cass. soc., 4 nov. 2015, n°14-10.657, *Bulletin d'Aix* 2016-2, pp. 99-104.
- **Commentaire** : « L'État d'urgence sous surveillance du Défenseur des droits », *Bulletin d'Aix* 2016-2, pp. 49-58.
- **Note** : « Le travailleur transsexuel et la preuve de la discrimination. Cour d'appel d'Aix-en-Provence versus Défenseur des droits », note sous CA Aix-en-Provence, 9^{ème} Ch. A, 11 sept. 2015, n°13/15440 et Défenseur des droits, décision n°MLD/2012-22, 28 mars 2012, *Bulletin d'Aix* 2015-3, pp. 139-147.
- **Note** : « Le mobil-home sauvage donne droit à l'allocation logement », note sous Cass. civ. 2^{ème}, 7 mai 2015, n°14-13.807/719, *Juris-data* : 2015-010136, *Bulletin d'Aix* 2015-3, pp. 105-109.
- **Note** : « La motivation en des termes injurieux incompatible avec l'exigence d'impartialité. Du mauvais usage de la notion de servage », note sous Cass. soc., 23 oct. 2013, n°12-16.840, *Bulletin d'Aix* 2014-1, pp. 65-69.
- **Note** : « Les effets de la résiliation judiciaire du contrat de travail dans un contexte de harcèlement moral. Une dissonance avec la solution dégagée par la Cour de cassation ? », note sous CA Aix-en-Provence, 9^{ème} ch. B, 5 sept. 2013, *Bulletin d'Aix* 2014-1, pp. 131-138.
- **Article** : « Focus sur les délais de prescription du contentieux prud'homal après la loi sur la sécurisation de l'emploi (loi n°2013-504 du 14 juin 2013) », *Bulletin d'Aix* 2013-4, pp. 137-141.
- **Observations** : « À propos de la force probante de l'audition du Défenseur des droits devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence », *Bulletin d'Aix* 2012-2, pp. 161-163.
- **Article** : « L'audition de droit de la Halde confrontée au principe de l'Égalité des armes - Dans la perspective du projet de loi relatif au Défenseur des droits », *RRJ* 2010-3, pp. 1304-1313.

II – COMMUNICATIONS ORALES

• Organisation et animation :

- **AMU, CDS** : Colloque *Pacte des solidarités et accès aux droits – Regards croisés*, 25 janvier 2024, en partenariat avec la Commissaire à la lutte contre la pauvreté en PACA et la DREETS PACA (218 inscrits).
- **AMU, CDS** : Webinaire *La lutte contre le décrochage scolaire, Les rendez-vous du pacte des solidarités en région PACA*, n°1, en partenariat avec la Commissaire à la lutte contre la pauvreté en PACA, 4 octobre 2024 (167 inscrits).
- **AMU, CDS** : Webinaire *L'accompagnement des personnes âgées en situation de précarité, Les rendez-vous du pacte des solidarités en région PACA*, en partenariat avec la Commissaire à la lutte contre la pauvreté en PACA, 28 janvier 2025, en partenariat avec la Commissaire à la lutte contre la pauvreté en PACA (140 inscrits).

• Participation :

- **Univ. du Sud et Univ. de Nancy** : Intervention sur le thème « L'action du Défenseur des droits en matière d'accès aux prestations », Colloque *Discriminations et protection sociale – Enjeux contemporains et perspectives*, 6 mars 2025., Toulon
- **AMU – IRT** : Intervention sur le thème « IA, biais algorithmiques et discriminations », Journée d'étude, *IA et transformations du travail*, 15 novembre 2024.
- **Syndicat des avocats de France (SAF) et UNISTRA** : Intervention sur le thème : « Les algorithmes dans les organismes de protection sociale », *Colloque Intelligence artificielle et discriminations : le risque augmenté*, 11 octobre 2024.
- **AMU, FDSP** : Intervention dans le cadre de la table ronde « Préserver l'activité humaine », Rencontres juridiques de Marseille, *Le droit face à l'intelligence artificielle*, 7 et 8 juin 2024.
- **AMU, Faculté de Pharmacie** : Intervention sous la forme d'une conférence « Droits des femmes. L'égalité professionnelle en question(s) », 18 mars 2024.
- **AMU, FDSP** : Intervention sur le thème : « La place du Défenseur des droits dans le traitement des discriminations », *Colloque Quel périmètre pour le droit pénal du travail ?*, 8 mars 2024.
- **UNISTRA, Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion** : Intervention sur le thème « Perspective en droit du travail », *Colloque Les influenceurs et le droit*, 1^{er} mars 2024.
- **AMU – ALLSH** : Intervention sur le thème « Défenseur des droits : engagements et défenses des droits », *Séminaire REMED Droits des médiateur-rices et des artistes & formes d'organisations collectives*, 15 févr. 2024.
- **Univ. de Nice** : Intervention sur le thème « Le rôle du Défenseur des droits dans l'accès aux droits dans le domaine de l'emploi », *Colloque L'accès au droit du travail : perturbations et trubulences contemporaines*, *AFDT*, 22-23 sept. 2023.
- **Univ. de Rennes** : Intervention sur le thème « Le rôle du Défenseur des droits dans le cadre des discriminations liées aux algorithmes en droit social », *Séminaire Algorithmes et discriminations*, 16 juin 2023.
- **Barreau d'Aix – EDASE** : Intervention sur le thème « Intelligence artificielle, algorithmes et discrimination », *Journée Numérique, travail et contentieux prud'homal*, 9 juin 2023.
- **Institut méditerranéen de formation recherche et intervention sociale (IMFRIS Marseille)** : Intervention sur le thème « Le Défenseur des droits et l'accès aux droits », *Journée d'études Innovation sociale*, 6 juin 2023.
- **AFDT – Univ. d'Avignon** : Intervention sur le thème « Quel rôle possible du Défenseur des droits en matière d'inclusion ? », *Colloque Inclusion au travail et non-discrimination*, 2 juin 2023.
- **Réseau pour agir en justice contre les discriminations – Trans Europe Expert** : Intervention sur le thème « La réparation des discriminations – Constats du traitement judiciaire », *Colloque Défis du contentieux dans la lutte contre les discriminations : enjeux et perspectives*, 7 avril 2023.
- **GT 5 (groupe de travail dédié à la précarité alimentaire) – Haut-commissariat de lutte contre la pauvreté PACA** : Intervention sur le thème « Le Défenseur des droits », 8 décembre 2022.
- **AMU – FDSP** : Intervention sur le thème « Les discriminations liées à l'orientation sexuelle parmi les soignants », *Colloque Quand l'homosexualité était une pathologie*, 30 septembre 2022.
- **AMU – Faculté d'odontologie** : Intervention sur le thème « Violences sexistes et/ou sexuelles, harcèlements, discrimination », Rentrée solennelle de l'Ecole de médecine dentaire, 2 septembre 2022.

- **AMU – Faculté de Sciences** : Intervention sur le thème « Accès aux droits », co-animé par Géraldine MEJEAN, *Colloque Citoyenneté, handicap et dépendance*, 28 mai 2021.
- **Univ. Paris 8 – CEMTI** : Intervention sur le thème « Algorithmes : un risque (im)prévisible de discrimination ? », Séminaire doctoral *Le visible et l'invisible sur les plateformes*, 7 mai 2021.
- **AMU - Vice-présidence Egalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations** : Intervention sur « la protection juridique des personnes LGBTI », table-ronde « LGBTI, de quoi parle-t-on ? Définitions, outils et moyens d'action », 17 mai 2021.
- **Univ. Paris Nanterre – CREDOF** : Intervention à l'occasion du Séminaire *Liberté, contrat et discriminations*, 15 avril 2021.
- **UFR de Droit – Université du Sud** : Intervention sur « Les discriminations dans l'accès aux soins », Colloque *L'accès aux soins des personnes les plus démunies*, 19 mars 2021
- **AMU - Vice-présidence Egalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations** : Intervention sur le thème « Le harcèlement sexuel et les acteurs », Table ronde sur la lutte contre le harcèlement sexuel et les violences sexistes et sexuelles, 18 mars 2021.
- **Faculté de Droit et de Science politique (AMU)** : Intervention sur « Les discriminations dans l'accès à l'emploi : entre persistance et renouveau », Colloque *Liberté du travail, droit à l'emploi et obligation de travailler*, 6 mars 2020.
- **Université de Rouen - DIRECCTE** : Forum du dialogue social sur l'égalité professionnelle, Observatoire départemental d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation collective de Seine-Maritime, 12 décembre 2019.
 - Intervention sur « L'évaluation non discriminante des emplois, un préalable nécessaire à l'égalité professionnelle »,
 - Animation de l'Atelier sur « La prévention du harcèlement sexuel et des agissements sexistes ».
- **Faculté de Jean Monnet - Université de Paris Sud** : Intervention sur « La preuve des discriminations. Le regard du travailleur », Colloque *La lutte contre la discrimination au travail dans le Code du travail et le Code pénal : même combat ?*, 21 novembre 2019.
- **Faculté de Droit et de Science politique (AMU)** : Intervention sur « Les accords sur l'information/consultation du CSE », Colloque *Négociation et CSE*, 1^{er} mars 2019.
- **Faculté des Arts, Lettres, Langues et Sciences humaines (AMU)** : Intervention sur « Le harcèlement sexuel au travail », Table ronde, 28 mars 2018.
- **Université de Neuchâtel (Unine)** : Intervention en droit du travail et droit de la protection sociale dans le cadre des « Regards transdisciplinaires sur les proches aidants au quotidien », Colloque, *Proches aidants*, 2 février 2018.
- **Faculté de Droit et de Science politique (AMU)** : Intervention sur « l'action du Défenseur des droits dans le domaine de l'emploi », Conférence co-organisée par le Défenseur des droits et le Consulat général des Etats-Unis d'Amérique à Marseille, *La lutte contre les discriminations dans le domaine de l'emploi USA/FRANCE*, 19 décembre 2017.
- **AMU, FEG** : Séminaire « Emploi, Diversité et Discriminations », Petit-déjeuner interculturel, organisé par AMU et Agence Iter France, 21 novembre 2017.
- **Fondation FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) (Paris)** : Intervention sur « Les risques juridiques découlant du non-respect des engagements volontaires de la diversité en entreprise », Table ronde sur « La RSE, outil de « juridicisation » de la diversité en entreprise », Séminaire, *Responsabilité Sociétale des Entreprises : outil de promotion de la diversité en entreprise*, 30 novembre 2017.
- **Faculté de Droit et de Science politique (AMU)** : Intervention sur « Le Défenseur des droits face au fait religieux en entreprise », Table ronde, *Le fait religieux en entreprise*, 3 mars 2017.
- **Faculté de Droit et de Science politique (AMU)** : Intervention sur l'« Actualité du droit de la preuve prud'homale », Colloque, *Journées prud'homales*, 10 juin 2016.
- **Institut d'Etudes Politiques - Sciences-Po Aix** : Intervention sur le thème « Réflexions sur la place du Défenseur des droits dans le système juridique français à travers l'étude de la mise en œuvre de la politique publique de lutte contre les discriminations », VII^{ème} école d'été de politique comparée, *Les analyses du changement : continuités, ruptures, transformations...*, IEP Aix-en-Provence, 20-24 juin 2011.

AUTRES ACTIVITÉS ET EXPERIENCES PROFESSIONELLES

- 1 – **Déléguée du Défenseur des droits dans les Bouches-du-Rhône**, référente Lutte contre les discriminations (depuis 2020), ancienne référente Politique de la ville (2015-2020),
- 2 – **Membre de Conseils de Perfectionnement** du Master 2 Droit social (Faculté de droit) et du Master 2 Management, parcours Management Durable des Ressources Humaines (IAE), Université du Sud. (depuis 2021)
- 3 – **Correctrice au sein de l'IEJ d'Aix-en-Provence dans le cadre de l'épreuve de spécialité du CRFPA** (depuis 2020) et Membre du jury du Grand Oral (avec création de sujets de grand oral), **CRFPA** (2022-2023).
- 4 – **Membre du jury du CAPA (depuis 2023).**
- 5 – **IRTS - certification des CAFEDÉS**, Membre de jury pour l'épreuve Droit du travail, dialogue social et posture managériale, épreuve blanche, 2023.
- 6 – **Chargée d'expertises scientifiques ANR** (2021).
- 7 – **Chargée d'expertises scientifiques de demandes de subvention CIFRE** (2019 et 2020).
- 8 – **Chargée d'expertise scientifique pour le Fonds de la recherche scientifique (FRS FNRS), Belgique** (2024).
- 9 – **Participation à des comités de recrutement de MCF**
 - **Vice-présidente d'un comité de sélection pour le recrutement d'un MCF 01 Droit du travail, Univ. du Sud, Toulon, Session 2018-2019.**
 - **Membre d'un comité de sélection pour le recrutement d'un MCF 01 Droit du travail et Protection sociale, Univ. de Rouen, Session au fil de l'eau, 2022.**
 - **Membre d'un comité de sélection pour le recrutement d'un PAU 01 Droit de l'entreprise et Droit du travail, IAE de Rouen, juill. 2024.**
- 10 – **Contribution écrite à : C. Dubost et P. Morel-à-L'Huissier (rapporteurs), Rapport d'information par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en conclusions des travaux d'une mission d'information sur le Défenseur des droits, n°3203, Assemblée nationale, 15 juillet 2020.**
- 11 **Audition dans le cadre de l'examen par la Commission des Lois de la Proposition de loi visant à lutter contre les discriminations par la pratique de tests individuels et statistiques (n°1494), Assemblée nationale, 14 novembre 2023 : M. Ferracci (rapp.), Rapport, n°1903, 22 novembre 2023.**
- 12 – **Référente par intérim du dispositif Harcèlement, violences sexuelles, sexistes et homophobes (HVSSH) d'Aix-Marseille Université** (Année universitaire 2020-2021).
- 13 – **Consultante en droit privé au sein de cabinets d'avocats** (2017-2020).